

Témoignages partagés sur le site de l'ODENORE (Observatoire des non-recours aux droits et services)

« LES EFFETS DE LA CRISE DU COVID 19 SUR L'ACCES AUX DROITS ET AUX SERVICES »

Ce témoignage a été transmis à l'Odenore en réponse à l'appel à témoignages qui cherche à rendre visible les effets pour l'accès aux droits et aux services de la crise du COVID19, du point de vue des intervenants (professionnels ou bénévoles) des politiques sociales et de santé.

Le descriptif de cet appel est disponible sur le site de l'Observatoire : <https://odenore.msh-alpes.fr/>

Comme tous les autres témoignages déposés, il engage la responsabilité de leur(s) seul(s) auteur(s).

Type d'acteur ayant témoigné : Association

Thématiques : Logement ; Accompagnement social ; Accès aux soins ; Sans-abri

1- Brève description du type de structure ou d'organisme dans lequel vous exercez, ainsi que de ses missions

Je travaille depuis 5 ans en tant que moniteur éducateur dans une maison relais à l'association Alsa (association pour le Logement des Sans Abris) à Mulhouse dans le Grand Est. Nos missions sont le logement et l'accompagnement des personnes logées.

2- Les effets constatés ou craints de la crise sur l'accès aux droits, aux services, aux soins, pour les personnes que vous rencontrez

Le confinement ainsi que la crise sanitaire n'ont fait que rendre davantage invisible, la situation de certaines personnes que nous accompagnons. Certains étaient dans un processus d'insertion par le travail et du jour au lendemain tout s'est arrêté même les formations ont été annulées. Beaucoup n'ont pas repris même lors du déconfinement. Il y a également eu une immense sensation de vide du point de vue des soins. Déjà en temps normal le public en très grande précarité a du mal à accéder aux soins mais lors de cette crise, tout s'est accentué. Des hospitalisations ont été déprogrammées pour ne pas être encore au jour d'aujourd'hui re programmées, trop de monde aux urgences donc pas ou très peu de prises en charge. Plus ou très peu de présence des organismes de mise sous protection, certaines personnes n'avaient plus d'interlocuteur en cas de soucis d'argent. Mais également un manque considérable de matériels de protection surtout lors du premier confinement, nous avons eu le sentiment d'être les oubliés de la crise. Enfin, la gestion des attestations et des amendes pour non- respect du confinement a été très rude pour les bénéficiaires et pour nos accompagnants. Certains encore ne comprennent pas le but d'écrire sur une feuille de papier qu'il vont s'acheter du pain.

3- L'apparition de nouvelles demandes et/ou de nouveaux publics exprimant des difficultés d'accès aux droits, aux services, aux soins

Beaucoup de demandes de logement suite au déconfinement qu'il a fallu traiter rapidement. Beaucoup de changements au niveau de l'accompagnement au quotidien (plus de repas communs, respect des gestes barrières, plus de serrage de mains). Nous avons dû apprendre à créer de la distance alors que le cœur de notre métier est la création de lien.

4- Les réponses et solutions éventuellement apportées (au sein de votre structure et/ou en partenariat avec d'autres)

Nous avons remplacé les repas communs par de la livraison de repas à domicile (certains ne mangent que lors de nos livraisons il était primordial pour nous de maintenir cela). Nous avons également effectué des livraisons "de bières" aux personnes les plus dépendantes et les plus fragiles pour limiter leurs déplacements. Nous avons effectué des permanences téléphoniques deux jours par semaine ainsi que des distributions de repas aux personnes orientées par le 115 7j/7. Un collègue a également créé un journal distribué toute les semaines qui apportait aux résidents des nouvelles du monde extérieur, des jeux et /ou des anecdotes.

5- Ce que la situation traduit des besoins de changement après la crise, d'enjeux plus généraux en termes de pratiques, d'organisation...

La sérieuse et urgente prise en considération de notre gouvernement du mal-logement en France. Mais également l'augmentation des moyens financiers aux petites structures d'accompagnement qui sont des maillons indispensables à la chaîne de la lutte contre la précarité. Dans ce contexte sanitaire où le logement devient un élément encore plus essentiel au quotidien, confinement oblige, il est grand temps de faire bouger les lignes pour ceux que l'Etat s'efforce de ne pas voir.